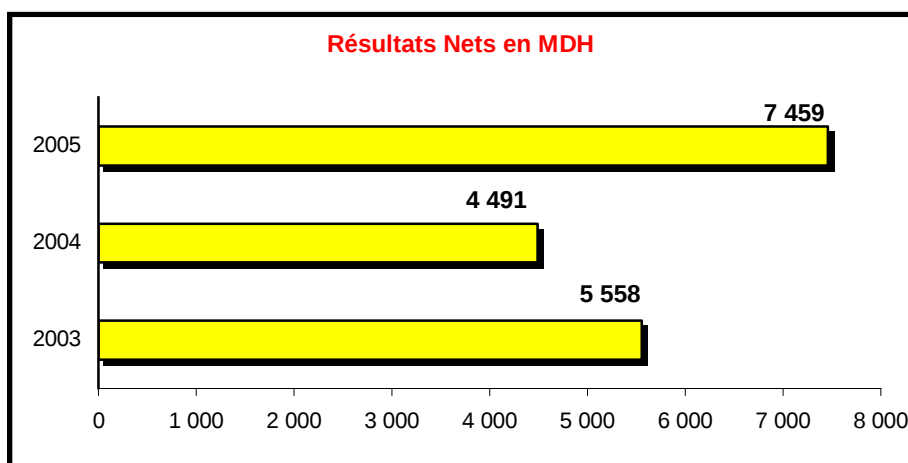


1– INDICATEURS FINANCIERS, ECONOMIQUES ET TECHNIQUES¹

1.1 – RESULTATS NETS²

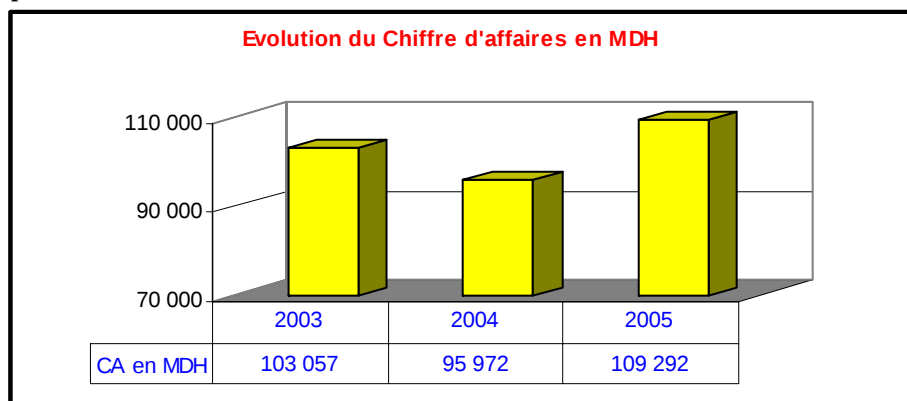
Les résultats nets ont atteint **7,5 MMDH** à fin 2005 en progression de 66,1% par rapport à 2004 et ce, malgré le renchérissement des cours des produits énergétiques. Cette progression s'explique par l'augmentation considérable des résultats bénéficiaires et le recul des résultats déficitaires et ce, en relation avec les efforts de développement et de restructuration entrepris les années précédentes. Les principaux mouvements constatés sont :

- la hausse des bénéfices de la CMR (4,3 MMDH en 2005 contre 3 MMDH en 2004), de la CDG (1.621 MDH contre 768 MDH en 2004), de la RAM (688 MDH contre 194 MDH en 2004), de la RADEEF (503 MDH contre une perte de 63 MDH en 2004), du Groupe OCP (436 MDH contre une perte de 945 MDH en 2004) et de l'ONCF (432 MDH contre 91 MDH en 2004) ;
- des résultats déficitaires du CAM (perte de 2.682 MDH contre un bénéfice de 13 MDH en 2004, suite notamment à l'abandon des créances sur les agriculteurs en difficulté (2.966 MDH), de BAM (perte de 249 MDH en 2005 contre un bénéfice de 118 MDH en 2004 sous l'effet de la régularisation de la situation fiscale de cet organisme) et de l'ONE (perte de 241 MDH en 2005 contre une perte de 39 MDH en 2004 en relation avec le maintien des prix du charbon à un niveau élevé et le renchérissement de ceux du fioul et du gaz naturel).



1.2 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé en 2005 s'élève à **109,3 MMDH** en hausse de 13,9% par rapport à 2004. Cette progression est particulièrement liée à l'augmentation des produits des EEP suivants : Groupe OCP, ONE, CMR, CNSS, RAM, CDG, ONEP, ONCF, ODEP, CAM, ONDA et ANCFCC qui représentent plus de 80% du chiffre d'affaires total de cette année.



¹ Cf. Annexe 3

² Résultats nets = Résultats nets bénéficiaires – Résultats nets déficitaires

1.3 – CHARGES D'EXPLOITATION

1.3.1 - CHARGES DE FONCTIONNEMENT OU D'EXPLOITATION (y compris charges du personnel et hors dotations) : ces charges ont atteint **78,6 MMDH** en 2005, enregistrant un accroissement de 8,7% par rapport à 2004. Cette progression est particulièrement liée à celle des charges des organismes suivants : ONE (+27%), Groupe OCP (+12%), CNSS (+7%), RAM (+13%), HAO (+6%), ONEP (+4%) et ONCF (+8%).

Concernant l'aggravation des charges d'exploitation de l'ONE (+27%), il y a lieu de signaler que les prix moyens des combustibles ont connu des augmentations considérables. Ainsi, le prix du charbon s'est renchéri de 38% en passant de 563 DH/tonne en 2004 à 777 DH/tonne en 2005. Celui du fioul a enregistré une hausse de 21% atteignant 2.241 DH/tonne en 2005 contre seulement 1.849 DH/tonne en 2004. Quant au prix du gaz naturel, il s'est apprécié de 27% en passant à 1,75 DH/M3 en 2005 contre 1,37 DH/M3 en 2004.

1.3.2 - CHARGES FINANCIERES : elles se sont élevées à **7,4 MMDH** en 2005, enregistrant une hausse de 5,2% par rapport à 2004, s'expliquant notamment par l'augmentation des charges des EEP suivants : Groupe OCP, ADM, ONEP, ODEP et CNSS.

1.4 – RENDEMENT DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Le rendement du portefeuille, approché par les ratios de rendement financier « résultats nets/fonds propres » et de rendement commercial « résultats nets/chiffre d'affaires », enregistre une amélioration nette au niveau de ces deux indicateurs. Ces deux ratios ont progressé de plus de deux points en passant respectivement de 4,1% et 4,7% en 2004 à 6,3% et 6,8% en 2005. Cette hausse trouve son explication dans l'effet conjugué de l'évolution positive des ratios de RAM, CDG, ONDA, Office des Changes, RADEEM, COMANAV et SOMATHES, atténuée par la diminution des ratios afférents notamment à ONEP, CNSS, ODEP et HAO.

1.5 – VALEUR AJOUTEE³

A fin 2005, la valeur ajoutée s'est établie à **40,2 MMDH** en hausse de 19,6% par rapport 2004. Cette augmentation s'explique principalement par celle de la valeur ajoutée de quelques EEP dont Groupe OCP, RAM, CMR, CNSS, ONCF, ONEP, ODEP, CAM et ONDA. Onze EEP ou groupes d'EEP produisent plus de 80% de la valeur ajoutée totale : Groupe OCP, ONE, RAM, CDG, CMR, CNSS, ONCF, ONEP, ODEP, CAM et ONDA. Ces EEP ont la particularité d'avoir tous dépassé, individuellement, le cap du milliard de DH de valeur ajoutée en 2005.

Par rapport au PIB, la valeur ajoutée a représenté **8,8%** contre 7,6% en 2004, 9,6% en 2003 et 11,9% en 2002, ce qui témoigne d'une libéralisation relativement élevée de l'économie marocaine.

1.6 – ACTIFS⁴

A fin 2005, le total des bilans des EEP s'élève à **466 MMDH** enregistrant une hausse de 17,1% par rapport à l'année écoulée et ce, en relation avec la consolidation de la structure financière de ces organismes. Les principales augmentations ont concerné : CDG, ONE, CMR, Groupe OCP, CNSS, CAM, ONCF, ONEP, BAM, RAM et ADM.

1.7 – FONDS PROPRES⁵

Les capitaux propres des EEP ont dépassé **118,3 MMDH** en 2005, en amélioration de 7,9% par rapport à 2004. Cette variation s'explique aussi bien par les augmentations de capital ou des fonds de dotations que par l'augmentation des réserves et des reports à nouveau du fait des résultats non encore

³ Cf. Annexe 10.C

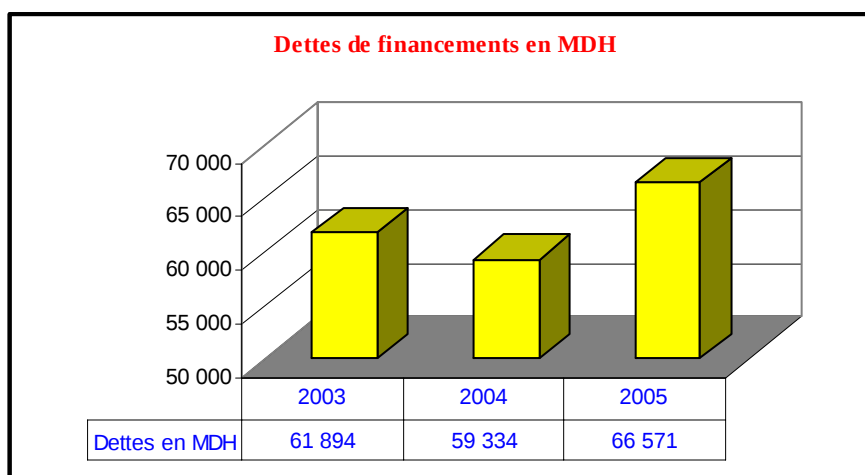
⁴ Cf. Annexe 10.B

⁵ Cf. Annexe 10.B

affectés. Elle concerne particulièrement : CNSS, ONE, ONCF, ONEP, Groupe OCP, CDG, RAM, ODEP et ADM.

1.8 – ENDETTEMENT⁶

Les dettes de financement⁷ s'élèvent, à fin 2005, à **66,6 MMDH** enregistrant un accroissement de 12,2% par rapport à 2004. Cette variation résulte de mouvements importants à la hausse touchant notamment ONE, ONCF, ADM, CAM, ONEP, HAO et ONDA et de mouvements, moins forts, à la baisse concernant en particulier le Groupe OCP, RAM, ORMVAD et ODEP. En 2005, ces dettes représentent **14,3% du total des actifs** (contre 14,9% en 2004) et **56,2% des fonds propres** (contre 54,1% en 2004).



L'endettement extérieur des EEP s'élève à **46,8⁸ MMDH** à fin 2005, contre 44,9 MMDH en 2004, soit une hausse de 4,2%. Il représente l'équivalent de :

- **70% du total des dettes de financement** des EEP, contre 76% en 2004 ;
- **40% de l'encours de la dette extérieure publique** contre 39% en 2004 ;
- **10% du PIB**, soit le même taux qu'en 2004.

Cette hausse relativement limitée de l'endettement extérieur est le résultat de la conjonction de deux tendances marquantes, à savoir l'accélération de l'investissement de certains grands EEP opérant principalement dans les secteurs des infrastructures d'une part, et la poursuite d'une gestion active du désendettement de certaines Entreprises Publiques, d'autre part.

L'accélération de l'investissement de certains grands EEP se traduit, en effet, par l'augmentation du volume des tirages qui ont atteint 7.140 MDH en 2005 contre 4.928 MDH en 2004. Toutefois, le coût moyen de la dette des EEP enregistre des baisses significatives en passant de 4,6% en 2003 à 4,2% en 2004 et 3,9% en 2005.

Les principaux EEP qui interviennent pour plus de 80% de l'encours de l'endettement extérieur des EEP en 2005 sont l'ONE (28% du total en 2005), ADM (16%), RAM (8%), ONEP (8%), ONCF (8%), ORMVA (7%) et Groupe OCP (6%).

1.9 - TRESORERIE ET PLACEMENTS

1.9.1 - TRESORERIE : à fin **2005**, la trésorerie nette des EEP a atteint **34,6 MMDH** contre 25,9 MMDH en 2004 répartis principalement entre la TGR (41,8% contre 25% en 2004) et les banques (58,2% contre 73% en 2004). Rapportée à l'ensemble des dépôts à vue, recensés par Bank Al-Maghrib, cette trésorerie représente près de 15% du total de ces dépôts :

- **parmi les principaux EEP dont la trésorerie est excédentaire :** Fonds Hassan II (13 MMDH), CMR (2,7 MMDH), ONICL (1,9 MMDH), ONEP (1,4 MMDH) et OFPPT (1,2 MMDH) ;

⁶ Cf. Annexe 10.B

⁷ Exclusion faite des ressources à long terme inscrites au passif de la CDG.

⁸ Ce montant inclut la dette extérieure des organismes financiers : FEC (4%), CAM (2%) et CIH (1%).

- la trésorerie passive est principalement le fait de l'ONE (-501 MDH).

1.9.2 - PLACEMENTS : à fin **2005**, le montant des placements des EEP s'est établi à **68,2 MMDH** contre 45,1 MMDH en 2004. Près de 96% de ce montant correspond aux placements de la CMR (30,5 MMDH en Bons du Trésor et 3,4 MMDH en OPCVM), de la CNSS (20,7 MMDH auprès de la CDG et 2,4 MMDH en OPCVM), du Groupe OCP (8,9 MMDH au titre de sa Caisse Interne de Retraite) et de Barid Al Maghrib (1,8 MMDH).

1.10 - CONTRIBUTION PAR GROUPES HOMOGENES

Le portefeuille public peut être réparti en quatre grands groupes homogènes, à savoir⁹ :

- les Institutions Financières Publiques (IFP) ;
- les EEP Marchands ;
- les EEP non Marchands ;
- les Organismes Sociaux.

Les principaux indicateurs des EEP classés selon les quatre grands groupes homogènes susmentionnés ont évolué en 2004 et 2005 comme suit :

a – EEP marchands et non marchands :

En KDH	EEP Marchands			EEP Non Marchands		
Indicateurs	2004	2005	Evolution	2004	2005	Evolution
Investissement	23 555 314	27 290 320	15,9%	2 933 434	3 248 776	10,7%
Chiffre d'Affaires	67 052 747	74 843 338	11,6%	2 301 433	3 114 936	35,3%
Charges de Personnel	15 758 803	15 381 901	-2,4%	1 896 465	2 336 426	23,2%
Charges d'Exploitation (*)	59 603 500	64 164 723	7,7%	3 452 230	4 054 717	17,5%
Valeur Ajoutée	26 695 744	29 745 668	11,4%	1 334 230	125 835	-90,6%
Résultats Nets	-1 126 483	2 412 765	NS	-103 388	-72 260	30,1%
Impôt sur les Sociétés	821 721	943 336	14,8%	60 523	29 250	-51,7%
Capacité d'Autofinancement	7 268 530	9 566 087	31,6%	-20 544	56 886	NS
Dettes de Financement	55 544 363	59 119 539	6,4%	553 060	1 069 196	93,3%
Fonds Propres	79 931 624	86 222 149	7,9%	2 431 915	2 961 184	21,8%
Total du bilan	248 844 285	265 541 661	6,7%	5 535 594	6 315 396	14,1%

(*) Y compris les charges de personnel et hors dotations

⁹ Cf. Annexe 3bis pour détail de chaque Groupe

b – Organismes Sociaux et Institutions Financières Publiques :

En KDH	Organismes Sociaux			Institutions Financières Publiques		
Indicateurs	2004	2005	Evolution	2004	2005	Evolution
Investissement	549 737	273 000	-50,3%	1 027 028	1 453 958	41,6%
Chiffre d'Affaires	20 596 613	23 746 134	15,3%	6 021 587	7 587 864	26,0%
Charges de Personnel	1 738 397	1 800 866	3,6%	540 398	482 377	-10,7%
Charges d'Exploitation (*)	8 523 970	9 060 513	6,3%	793 603	1 377 830	73,6%
Valeur Ajoutée	2 740 522	5 788 554	111,2%	2 859 734	4 577 951	60,1%
Résultats Nets	4 952 949	6 180 411	24,8%	767 877	-1 061 759	NS
Impôt sur les Sociétés				376 182	899 964	139,2%
Capacité d'Autofinancement	5 155 397	7 585 122	47,1%	226 658	-2 231 049	NS
Dettes de Financement	218 070	543	-99,8%	3 019 290	6 382 014	111,4%
Fonds Propres	23 945 983	26 238 449	9,6%	3 377 576	2 931 321	-13,2%
Total du bilan	68 458 836	87 932 141	28,4%	75 365 530	106 362 577	41,1%

(*) Y compris les charges de personnel et hors dotations

- Charges d'exploitation :

- Elles sont dominées par les EEP Marchands qui représentent 81,6% du total en 2005 (64,2 MMDH) contre 82,4% en 2004 (59,6 MMDH). Les charges d'exploitation de ce groupe ont augmenté de 7,7% ;
- Les Organismes Sociaux viennent en seconde position (11,5%), suivis des EEP non Marchands (5,2%) et des IFP (1,8%).

- Valeur ajoutée :

- La contribution des EEP Marchands y est prépondérante à hauteur de 73,9% du total en 2005 (29,8 MMDH) contre 79,4% en 2004 (26,7 MMDH). La valeur ajoutée de ce groupe a progressé de 11,4% ;
- Les Organismes Sociaux viennent en seconde position (14,4%), suivis des IFP (11,4%) et des EEP non Marchands (1%).

- Résultats nets :

- Les Organismes Sociaux viennent en 1^{ère} position (6,1 MMDH soit l'équivalent de 82,9% du total contre 110,3% en 2004), grâce essentiellement aux résultats de la CMR (4,3 MMDH). Les résultats nets de ces organismes ont évolué de 24,8% ;
- Les EEP Marchands occupent la 2^{ème} position (2,4 MMDH soit l'équivalent de 32,3% du total contre -25,1% en 2004), grâce notamment aux résultats de la RAM, l'ONCF et l'OCP. Les résultats nets de ces organismes sont passés d'une perte de 1,1 MMDH en 2004 (en relation notamment avec la part de l'ONE) à 2,4 MMDH en 2005 ;
- Les IFP enregistrent une contribution négative (-14,2%) en relation avec le déficit du CAM. Il en est de même dans une moindre mesure, pour les EEP non Marchands avec une contribution négative de -1%.

- Capacité d'autofinancement :

- Les EEP Marchands interviennent pour l'équivalent de 63,9% (9,6 MMDH contre 7,3 MMDH en 2004). La CAF de ce groupe a augmenté de 31,2% par rapport à 2004 ;
- Les Organismes Sociaux interviennent pour l'équivalent de 50,6% (7,6 MMDH contre 5,1 MMDH en 2004). La CAF de ce groupe a augmenté de 47,1% par rapport à 2004 ;
- Les EEP non Marchands ont une contribution quasi nulle tandis que les IFP enregistrent une contribution négative (-14,9%) en relation avec le déficit du CAM.

- **Dettes de financement :**
 - Elles sont dominées par les EEP Marchands qui représentent 88,8% du total en 2005 (59,1 MMDH) contre 83,6% en 2004 (55,5 MMDH). Les dettes de financement de ce groupe ont augmenté de 6,4% ;
 - Les IFP viennent en seconde position (9,6%) alors que les EEP non Marchands et les Organismes Sociaux sont à moins de 1%.
- **Fonds propres :**
 - Les EEP Marchands y interviennent pour 72,9% du total en 2005 (86,2 MMDH) soit la même part qu'en 2004 (79,9 MMDH). Les fonds propres de ce groupe ont augmenté de 7,9% ;
 - Les Organismes Sociaux sont en seconde position (22,2%) alors que les EEP non Marchands et les IFP ont une part de 2,5% chacun.

1.11 – INDICATEURS TECHNIQUES

Les indicateurs d'activité des Entreprises Publiques, véritable baromètre de l'économie nationale, démontrent une croissance soutenue dépassant souvent les deux chiffres, notamment dans les secteurs liés à l'énergie électrique, aux phosphates, au tourisme, au transport et à l'habitat¹⁰.

Cette évolution positive corrobore celle des indicateurs économiques et financiers ainsi que celle constatée au niveau de l'activité réelle des différents secteurs économiques et ce, compte tenu de la présence importante et l'impact des Entreprises Publiques dans le tissu économique du pays.

Au même titre que l'expansion des investissements, cette amélioration des performances des Entreprises Publiques est la résultante de politiques volontaristes du Gouvernement qui ont porté, en particulier, sur des libéralisations sectorielles, l'engagement de restructurations opérationnelles avec des plans sociaux adaptés et la réalisation d'opérations de Partenariats Public Privé de grande envergure.

Cette performance résulte aussi des sauts qualitatifs qui ont marqué la gouvernance et le management des Entreprises Publiques, grâce à la modernisation du contrôle financier de l'Etat, l'application de standards internationaux en matière d'information financière et au professionnalisme croissant des ressources humaines.

Par ailleurs, ces indicateurs figurent parmi les critères de performance sur lesquels s'engagent les EEP dans le cadre des contrats de programme conclus avec l'Etat. En effet, ces contrats ont contribué à une meilleure visibilité sur les programmes d'investissement et à l'enracinement de la culture de performance et d'évaluation des résultats. Ceci a particulièrement concerné les entreprises agissant dans les secteurs de l'agriculture et l'agro-industrie, de l'audiovisuel, des chemins de fer, des autoroutes et de l'eau potable.



¹⁰ *Détail aux Annexes 13 et 14*